

La coopération entre la Suisse et l'Inde

Dans les années cinquante et soixante, l'Inde et l'héritage du Mahatma Gandhi ont marqué la vision que l'opinion publique avait du Tiers Monde. Depuis, ce pays pauvre, touché par les inégalités sociales, est devenu un des moteurs de l'économie mondiale. Ainsi, l'Inde a été pendant des décennies le partenaire numéro un de la coopération suisse au développement, que ce soit de la Confédération ou des œuvres d'entraide privées. Dans le cadre d'un retour aux sources¹, l'auteur a voulu trouver des réponses aux questions suivantes: qu'avons-nous réalisé? Qu'avons-nous appris? Qu'est-ce qui distingue la coopération suisse au développement? À partir de 2010, la Confédération réduira fortement son aide à l'Inde et appliquera un programme de partenariat d'un genre nouveau.

¹ Richard Gerster, *La coopération entre la Suisse et l'Inde: au-delà des clichés de la pauvreté et du miracle économique*, éd. Favre, Lausanne 2008, avec des contributions de Walter Fust, Bernard Imhasly et Urs Scheidegger. Version allemande: Orell Füssli, Zurich 2008. Version anglaise: Berghahn Books New York/Oxford & Social Science Press, Delhi 2008.



Richard Gerster
Consultant indépendant
et journaliste pour
les questions Nord-Sud,
Richterswil
www.gersterconsulting.ch



Les inégalités sociales ont fortement augmenté en Inde depuis la libéralisation de 1991. L'Electronics City de Bangalore est en plein essor, mais des migrants intérieurs habitent dans des cabanes rudimentaires et travaillent pour moins de trois francs par jour. Photo: Gerster

L'Inde entre pauvreté et richesse

L'Inde fait partie de ces sociétés qui ont su longtemps circonscrire les différences entre riches et pauvres. Depuis la libéralisation de 1991, les contrastes qui marquent la société ont explosé. Il est devenu chic de montrer sa richesse. Le milliardaire Mukesh Ambani a offert un jet de 70 millions de francs à son épouse. Les autres 54 milliardaires indiens se contentent d'une Mercedes ou d'une Bentley. La mondialisation n'est pas seulement à l'origine de cette extrême richesse, elle a aussi créé une nouvelle classe moyenne qui, selon les estimations, compte entre 100 et 300 millions de personnes. Lors de la fête de Diwali, en novembre 2007, quelque 20 000 nouvelles voitures ont été vendues en un seul jour à Delhi. En même temps, malgré ce miracle économique, 260 millions de personnes, presque autant qu'en Afrique, vivent avec moins d'un dollar par jour et plus de 800 millions gagnent moins de deux dollars.

Le Mahatma Gandhi a inventé la formule selon laquelle «la pauvreté est la forme la plus grave de la violence». Étant donné la complexité de la réalité indienne, on ne peut pas se satisfaire d'une définition purement économique. La pauvreté est liée à la discri-

mination et à l'impuissance. Certes, la Constitution indienne a aboli le système des castes en 1948, mais les 160 millions d'intouchables (les Dalits) que compte le pays doivent se battre quotidiennement contre d'énormes injustices. Les 80 millions d'indigènes (les Adivasi) se trouvent dans la même situation. Les quelque 120 millions de musulmans sont aussi dans une position minoritaire délicate et sont souvent défavorisés économiquement. Les femmes sont désavantagées à maints égards en raison des traditions patriarcales.

Pourtant, l'Inde ne mérite pas d'être considérée seulement sous l'angle de la richesse et de la pauvreté. Une immense diversité de cultures, de religions et de milieux naturels caractérise la plus grande démocratie du monde. Les bulletins de vote sont imprimés en 117 langues. La soif de connaissances des jeunes est énorme: en 2007-2008, quelque 230 000 candidats se sont présentés au test d'entrée de l'Institut de management indien, pour briguer une des 1500 places d'étude; ils ont déboursé 50 francs pour pouvoir passer ce test réputé difficile. Le développement indien ne se fait donc pas sans heurts. Ainsi, la résistance est de plus en plus forte face à un gouvernement qui supprime des terres

agricoles pour implanter des parcs industriels.

Le soutien de la Suisse

Comme c'est souvent le cas en Suisse, les initiatives privées ont précédé l'action de l'État. Les missionnaires étaient présents depuis longtemps en Inde et, à partir de 1958, des organisations telles que l'Eper et Swissaid sont intervenues. L'Inde était et reste clairement le partenaire numéro un des œuvres d'entraide privées, avant le Brésil. Ces dernières ont déversé 550 millions de francs en Inde entre 1970 et 2005. La Confédération – surtout la Direction du développement et de la coopération (DDC) et le Secrétariat d'État à l'économie (Seco) – lui accorde également une attention primordiale et incontestée. De 1960 à 2005, la coopération au développement publique bilatérale et l'aide humanitaire suisse ont investi 1132 millions de francs en Inde. La perspective est, en revanche, différente du côté indien; en matière de coopération au développement, la Suisse est, financièrement parlant, un petit contributeur puisque, depuis 1960, elle a accordé moins de 2% de l'aide totale.

Les réponses des intervenants suisses à la pauvreté et aux problèmes de développement de l'Inde sont multiples. Notre pays a souvent eu recours à ses atouts classiques, comme l'élevage du bétail, la finance ou le fédéralisme. Au fil des ans, son programme s'est élargi et diversifié, allant de la formation professionnelle à la recherche en biotechnologie et de l'électronique à l'agriculture biologique. La coopération au développement est importante prise individuellement mais, dans l'ensemble, il ne faut pas surestimer sa portée dans la réussite économique et sociale. Un ancien coordinateur de la DDC en Inde a déclaré: «Lorsqu'on me demande combien de projets la Suisse compte en Inde, je réponds toujours qu'il n'y a pas de projet suisse et que nous soutenons seulement des projets indiens». C'est une des clés de notre succès.

Qu'a-t-on réalisé? Deux exemples

Grâce au soutien suisse, nos partenaires indiens ont aligné un nombre étonnant de réussites. Cela ne s'applique pas seulement au niveau local et à celui des États membres, mais de plus en plus au niveau national ou même international où d'autres partenaires s'inspirent des expériences réalisées dans le cadre de la coopération entre l'Inde et la Suisse. Deux exemples issus de l'économie laitière et du domaine du matériel électronique usagé illustrent ce qui précède.

La coopérative laitière de Varadoor

Nous sommes accueillis par la coopérative laitière locale de Varadoor, un village de montagne au nord du Kérala; cette région compte plus de 800 coopératives laitières. De 100 litres dans le passé, la quantité de lait produite est passée à plus de 6500 litres par jour en 2006. La coopérative est devenue la plaque tournante économique du village. Quelques-uns parmi les paysans présents expriment leurs préoccupations face aux coûts en constante augmentation de la production laitière. Après avoir posé plusieurs questions, nous comprenons que ce sont surtout ceux qui possèdent trois à cinq vaches qui rencontrent ce problème; en effet, ils doivent acheter du fourrage et engager des ouvriers à la journée en dehors de la famille. En revanche, M^{me} Tham Kamani possède une vache issue d'un croisement, qui donne jusqu'à 18 litres de lait par jour, alors que la race locale ne produisait dans le passé que 6 litres au maximum. Elle se charge elle-même de tous les travaux. Sur son petit lopin de terre de 0,2 ha, elle plante surtout du riz, dont la paille sert de fourrage. Elle garde un ou deux litres de lait pour la consommation familiale et livre le reste à la coopérative. Elle reçoit 35 centimes par litre, suivant la teneur en matière grasse. «Je gère mon argent moi-même. Je l'utilise surtout pour la formation de ma fille. Le lait est un revenu sûr et très rentable».

L'expérience réalisée au Kérala a été transposée dans d'autres États et dans la politique indienne au niveau national. Après quatre décennies de coopération dans l'élevage du bétail et l'économie laitière, l'Inde est aujourd'hui le plus grand producteur mondial de lait, avec 100 millions de tonnes par année. Son avenir est assuré, la croissance économique générant une hausse de la demande en produits laitiers. Le bétail est mieux réparti au sein de la population que les terres. La vague tragique de suicides de paysans indiens a fait sensation dans le monde entier; entre 1997 et 2005, plus de 149 000 désespérés n'ont pas trouvé d'autre échappatoire à la misère. Une étude scientifique a conclu que le nombre de suicides était nul ou très bas chez les paysans qui possédaient du bétail. Ce n'est pas étonnant: le lait élargit la palette des produits alimentaires de base et réduit les risques ruraux. Le président de la coopérative laitière de Varadoor le confirme: «Nous n'avons pas connu de cas semblables dans la région et aucun de nos membres ne s'est suicidé.» Au contraire: parce qu'elle améliore le niveau et la prévisibilité des revenus, la production laitière est devenue la base financière de nombreux petits paysans.

Encadré 1

Que signifie la Suissitude?

«La Suisse est le pays où nos riches placent leur argent.» En Inde, on pouvait entendre cette affirmation très souvent et dans toutes les variantes, du chauffeur de taxi au manager établi, en passant par l'activiste. Les nombreuses conversations avec des partenaires indiens de la coopération au développement montrent qu'il existe d'autres formes de Suissitude. Trois éléments en ressortent.

Le choix des *points forts* du programme indien s'est le plus souvent fondé sur les atouts de la Suisse (avantages comparatifs). La tradition fédéraliste de notre pays, sa société civile vivante et multiple, la formation professionnelle proche de la pratique, l'importance des régions de montagne, la forte orientation originelle vers l'élevage du bétail et l'engagement dans la finance ou l'environnement ne sont pas dus au hasard. «On ne peut donner que ce que l'on a. Ce n'est pas pareil pour la Suisse de s'occuper de formation professionnelle ou d'agriculture tropicale», déclare N. Reguraj, de la Fondation Nettur pour la formation professionnelle (NTTF).

La Suissitude signifie placer le *partenaire au centre*, promouvoir ses capacités personnelles et institutionnelles, lui accorder la priorité et, soi-même, s'installer sur le siège arrière. Pieder Casura, responsable pour l'Inde à l'Eper, indique: «Notre programme est défini à 80% par les partenaires.» Une étude fouillée de la microfinance indienne décrit le legs de la Suisse comme «un engagement entre partenaires au lieu d'une assistance dirigée du haut vers le bas».

La *méthode de travail* suisse a recours à des valeurs telles que la précision, le sérieux et l'exactitude. La façon de parvenir au but (processus) a autant de poids que les produits eux-mêmes. «Votre culture du travail est ce que vous nous avez transmis de plus fort», tel est le bilan d'un collaborateur indien dans le projet. Le fait que des gens diplômés de l'université ou des écoles techniques se salissent les mains a fait forte impression. La longue présence des Suisses a laissé des marques positives. Aujourd'hui, des spécialistes indiens assument des tâches exécutées auparavant par des Suisses.

La production laitière est devenue la base financière de nombreux petits paysans parce qu'elle améliore le niveau et la prévisibilité de leurs revenus. En illustration: la coopérative laitière de Varadoor.



Photo: Gerster

Le recyclage du matériel électronique usagé à Bangalore

Changement de cadre dans l'Inde moderne, dont l'industrie informatique a acquis une importance mondiale. Plus de 1300 entreprises de logiciels et 36 fabricants d'ordinateurs sont installés à Bangalore (2005). Il existe, toutefois, une ombre au tableau: on estime en effet que les déchets d'ordinateurs s'élèvent à 8000 tonnes par année, dont 2750 sont recyclables. Les montagnes d'ordinateurs, de téléviseurs, de téléphones mobiles, etc. que les pays industrialisés livrent à l'Inde sous la forme d'appareils usagés s'ajoutent aux déchets électroniques locaux, qui augmentent rapidement. La législation européenne prévoit que l'élimination doit se faire sur le continent, mais les États-Unis n'ont pas ratifié la Convention de Bâle qui règle l'exportation des déchets spéciaux. L'élimination dans les arrière-cours indiennes est source de danger pour les travailleurs et l'environnement. Une élimination non conforme aux règles est, en outre, synonyme de gaspillage de matières premières.

Après un recensement réalisé à Delhi, à Mumbai et à Bangalore, accompagné d'une intervention professionnelle, une agence pour le matériel électronique usagé a été créée à Bangalore. Des directives légales sont en préparation au niveau national. Ces progrès ont été possibles grâce à l'étroite collaboration entre le Seco, l'Agence de coopération technique allemande (GTZ) et le ministère indien de l'Environnement. On peut réduire les risques pour la santé et l'environnement par l'analyse, la formation et le conseil. La Suisse concentre les efforts fournis dans ce cadre sur la «Cyber City» de Ban-

galore. Le Laboratoire fédéral d'essai des matériaux et de recherche (Empa) est chargé de l'encadrement technique. Participant à un partenariat global dans le domaine du recyclage des déchets électroniques, l'Empa assure également la mise en réseau des expériences indiennes avec d'autres pays, comme la Chine, l'Afrique du Sud et la Colombie. Les expériences faites en Inde sont intégrées dans la discussion globale par l'intermédiaire d'un groupe de travail créé à l'initiative de l'ONU pour régler le problème des déchets électroniques.

Qu'avons-nous appris?

L'Inde est certes notre premier pays partenaire, mais la qualité prime sur la quantité. Il existe un intérêt certain à concentrer des ressources limitées sur des niches bien choisies d'un point de vue stratégique, à aborder les problèmes dans leur intégralité et à construire avec la participation de toutes les personnes concernées et impliquées. L'esprit d'ouverture et la prise de risque sont payants. La Suisse a eu le courage de s'engager sur de nouvelles voies, comme l'économie d'énergie des petites industries ou la microfinance. Les partenariats doivent être définis à long terme. L'absence d'un agenda politique propre à la Suisse a favorisé l'objectivité, ce qui a eu un écho positif chez nos partenaires indiens. La Suisse a encouragé avec succès les échanges de savoir et d'expérience entre l'Inde et les autres pays en développement (coopération Sud-Sud).

L'Inde a toujours été une source d'inspiration pour l'ensemble de la coopération suisse au développement; elle est d'ailleurs le pays

L'industrie informatique indienne produit chaque année des milliers de tonnes de déchets. La Suisse participe à la mise sur pied, à Bangalore, d'une agence spécialisée dans le matériel électrique usagé.



Photo: Gerster

des premières. C'est le premier pays extra-européen où l'Eper et Swissaid sont intervenues. C'est là que la Confédération a commencé, en 1963, à pratiquer l'aide bilatérale au développement, suivie peu après par les premiers projets combinés de coopération technique et d'aide financière. La DDC a ouvert son premier bureau de coopération à Delhi en 1968. Puis, en 1979, la Suisse a entamé, en tant que premier donateur bilatéral, sa collaboration avec des partenaires privés locaux, autrement dit des ONG. Au même moment, la DDC engageait pour la première fois un responsable de programme indien au lieu de faire appel à un Suisse. Les premiers partenariats institutionnels à long terme ont commencé dans les années quatre-vingt. Les compétences humaines et les capacités de programmation figuraient au premier plan. Tout cela a influencé l'ensemble de la coopération au développement de la Suisse. La dernière étape en date a été l'intégration des représentations de la DDC et du Seco sur place en un bureau de coopération commun, auquel s'est jointe la représentation de Delhi en 2006. De nouveau, le programme de partenariat de la DDC et du Seco constitue une première.

Les perspectives d'avenir

En 2003, le gouvernement central indien a émis de nouvelles directives en matière de coopération bilatérale dans le but de négocier directement avec seulement quelques grands pays donateurs. Étant donné la modestie de son apport à la coopération au développement, la Suisse ne fait pas partie des partenaires privilégiés du gouvernement cen-

tral. Les portes restent, cependant, ouvertes au niveau des États membres, des communes et des partenaires privés. L'immense pauvreté devient de plus en plus le talon d'Achille de l'Inde qui veut réussir. La collaboration internationale paritaire, dans les domaines scientifiques par exemple, est toujours autant sollicitée. La Suisse voit de plus en plus l'Inde comme un concurrent dans le commerce international; on prévoit de réduire et de réorienter la coopération publique au développement à partir de 2010.

Dans le contexte indien, une petite contribution peut avoir de grands effets, comme les cinquante années de coopération au développement l'ont montré. Ce principe s'applique aussi dans le contexte actuel de haute conjoncture, où l'Inde dispose elle-même de moyens financiers pour améliorer le sort de la population pauvre. Le savoir-faire extérieur est toujours aussi prisé. À l'avenir, les instruments de la coopération pourront s'étendre aux partenariats institutionnels avec des organisations d'entraide privées et aux plates-formes de savoir, pour les questions climatiques par exemple. L'Inde est en train de devenir elle-même un donateur dans l'aide au développement. Elle peut profiter de l'expérience de la Suisse et la répercuter sur des pays tiers. En outre, en tant que puissance économique, elle assume un rôle-clé dans les questions sociales globales, le changement climatique ou l'élimination des déchets électroniques; des problèmes qui ne trouveront des solutions qu'en passant par la coopération internationale. Une participation active ne profite pas seulement aux Indiens, mais est aussi dans l'intérêt de la Suisse. ■